

CAN Côte d'Ivoire 2024 : il reste 6 places pour fermer le portail

C'est l'heure des décomptes. 18 pays ont déjà leur ticket pour la phase finale de la 34^e Coupe d'Afrique des Nations de football prévue du 13 janvier au 11 février 2024 en Côte d'Ivoire. La République Centrafricaine quitte les jeux la tête haute. Félicitations aux Fauves du Bas-Oubangui et à la Fédération Centrafricaine de Football pour les efforts consentis au profit de l'équipe nationale A. Les Centrafricains regarderont à domicile ce magnifique tournoi continental. Il ne reste que 6 places pour fermer le portail !

Térence Gavenne

CAF AFRICA CUP OF NATIONS CÔTE D'IVOIRE 23

RENDEZ-VOUS EN CÔTE D'IVOIRE

CÔTE D'IVOIRE	ALGÉRIE	BURKINA FASO	CAP-VERT
EGYPTE	EQ. GUINÉE	GUINÉE	GUINÉE-BISSAU
MALI	MAROC	NIGERIA	SÉNÉGAL
AFRIQUE DU SUD	TUNISIE	ZAMBIE	GHANA
ANGOLA	TANZANIE	-	-
-	-	-	-

FOOT AFRICA

LANOCA

LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

TRI-HEBDO INDEPENDANT D'INFORMATION GENERALE
 TEL: (+236) 75030894/ 72550168/ 70401514
 Email: journalanoca@gmail.com
 Autorisation de Publication: N°009/20/HCC/P/PPPML
 Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO
 Compte bancaire: BPMC 37102775401-08
 N° RCCM: CA/BG/2021A605
 Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

LANOCA N° 0201
 du
 11 au 13 Septembre 2023
 Prix: 300 FCFA

World Vision lance un projet de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la Ouaka et le Mbomou



USAID DU PEUPLE AMERICAIN

World Vision REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Lancement du projet de RENFORCEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET DES ACTIFS COMMUNAUTAIRES DANS LA OUKA ET MBOMOU

Projet financé par l'USAID

L'ONU va allouer 6,5 millions de dollars à la RCA comme Fonds d'urgence aux crises humanitaires mal financées

La Dédicace du livre : « la représentation du Second Temple d'après les correspondances officielles dans le livre d'Esdras », écrit par Dr. Symphorien Bouassi

Vincent Mambachaka réélu président du conseil d'administration du RMCC



Le complexe scolaire privé Shoghi ouvre ses portes à Combattant (8^e arrondissement)



CAN Côte – d'Ivoire 2024: Il ne reste que 6 places pour fermer le portail !

SOMMAIRE

- Abdelaziz Abakar Aziz, dans la cour des grands.....page 2
- Red star, Champion national 2023.....page 3
- CAN féminine 2024 : les fauves dames de la RCA affronteront les lionnes du Cameroun en match amical, à Yaoundé.....page 4,5
- Match couperet Ghana Vs RCA, le 7 septembre prochain à Koumasi.....page 5.6
- Gbangouma : début du championnat U-15 des centres de perfectionnement de Bangui.....page 7
- La liste des Fauves du Bas-Oubangui contre le Ghanapage 8

Vincent Mambachaka, réélu Président du conseil d'administration du RMCC



L'assemblée générale du Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique (RMCC) a eu lieu les 8 et 9 septembre 2023 à Bangui. Pendant deux jours, les présidents des conseils d'administration, les directeurs, les responsables des zones et les coaches ont adopté la charte et ont élu les membres du conseil d'administration du RMCC.

Pendant ces deux jours, les participants ont pu adopter le plan d'action triennal. La charte sera appliquée dans six mois. Le plan d'action triennal vient à point nommé pour définir les axes stratégiques, les actions à mener et les moyens conséquents pour la mise en œuvre. Le RMCC dans sa nouvelle vision à l'heure du numérique, dominée par le flux de l'information sur les réseaux sociaux avec la pénétration de

- Formation technique et journalistique ;
- Développement des médias et gouvernance des radios communautaires ;
- Lutte contre la désinformation et l'éducation aux médias.

- Les défis (court et moyen terme)
- Construire le siège de la Maison commune des médias ;
- Construction et installations d'un pylône des radios communautaires sur la colline des panthers.

Elections des nouveaux membres du conseil d'administration

Le samedi 9 septembre a été consacré à l'élection des nouveaux membres du Conseil d'Administration (C.A.). Vincent Mambachaka a été réélu pour un nouveau mandat de trois ans à titre de Président du Conseil d'Administration du RMCC. Il est le seul ancien conseiller élu en mai 2019 à être réélu. Les anciens membres sont partis. Le nouveau bureau du C.A



l'internet à l'intérieur du pays y compris la question de la désinformation, veut concilier les réseaux sociaux et les radios communautaires et procéder à la digitalisation des radios communautaires.

Le partenariat avec radio Ndeke luka/ fondation hirondelle Lors du premier jour des travaux, les participants ont été informés sur le partenariat entre radio Ndeke luka/ fondation Hirondelle (RNL/FH) et le RMCC et 20 radios communautaires qui sont dans la zone de mise en œuvre du projet Bè kou 3. John Noubarassem, conseiller en charge du partenariat avec les radios communautaires à RNL/FH, a présenté la capitalisation des activités menées avec la Fondation hirondelle et radio Ndeke Luka. Ce partenariat est établi sur quatre axes :

- Appui au RMCC
- Appui à la diffusion des programmes de RNL par 20 radios communautaires de 18h à 20h ;
- Formations
- Appui techniques

- Projets et axes du RMCC
- Partenariat et développement du réseau ;

Président : Vincent Mambachaka (radio Linga Fm, Bangui) ; Vice-présidente : Mme Marie - Solange Pagonendji Ndakala (radio Séwa, Bangui) ; Rapporteur général : Alain Mborra (radio Maïgaro, Bouar) ; Rapporteur général adjoint : Donald Nzi Adoum (Radio Voix du Citoyen, Bangui) ; Trésorière générale : Angela Yewawa Wanzoba, (Radio Maria, Bimbo) ; Membres : Israël Balizou (radio Life, Bangui), Sallé Djidalbaye (radio Ndélé pas loin, Ndélé) ; Commission contrôle : - Thierry Khondé (Fréquence RJDH, Bangui); -Abbé Privat Zio (Voix de la Kemo, Sibut) - Mme Lucienne Baka (radio Life, Bimbo) Le poste des responsables des zones sont suspendus. Le RMCC compte actuellement 42 radios opérationnelles répartie dur toute l'étendue du territoire centrafricain. L'objectif fixé est d'atteindre 100 radios installées d'ici 2026.

Katrine Vardyski

(Suite de la page 6) à l'invasion et la destruction totale de l'Irak, dont on connaît les conséquences tragiques avec l'anéantissement de l'intégralité de l'infrastructure du pays et tant de morts parmi la population civile.

Même à ce jour, les USA affirment fermement que cette guerre n'a strictement rien à avoir avec la volonté de l'Irak de s'affranchir du système des pétrodollars. Vu l'impunité judiciaire la plus totale des crimes contre l'humanité commis par les gouvernements successifs des Etats-Unis, ils ne se donnent même pas la peine de les couvrir par des récits ne serait-ce que peu crédibles aux yeux de la communauté internationale.

Les faits sont parfaitement connus et on pourrait s'en arrêter là. Mais, pour que le procédé de « défense » des intérêts américains, dont l'actuelle guerre en Ukraine soit encore plus claire, parlons également de l'avant-dernière - seconde grande guerre du dollar qui est la guerre de Libye.

La seconde grande guerre du dollar

Six années se sont écoulées depuis l'anéantissement de la menace irakienne - une nouvelle menace existentielle pour le dollar américain est apparu en la personne de celui qui a refusé de tirer la leçon du destin tragique de Saddam Hossein : Mouammar Kadafi.

En 2009, alors à la présidence de l'Union Africaine, Mouammar Kadafi propose aux États du continent africain une véritable révolution monétaire qui avait toutes les chances de réussir pour changer le destin du continent et qui été accueilli avec un grand enthousiasme : se soustraire de la domination du dollar américain en créant une union monétaire africaine dans laquelle les exportations du pétrole et autres ressources naturelles africaines soient payées principalement par le dinar-or - une nouvelle monnaie à créer et qui serait fondée sur les actifs financiers et les réserves d'or des fonds souverains du continent.

Suivant l'exemple des pays arabes de l'OPEP ayant leurs propres fonds souverains pétroliers, d'autres pays africains producteurs de pétrole, commençant par les géants pétroliers et gaziers l'Angola et le Nigeria, ont lancé des processus de la création de leurs propres fonds nationaux constitués des revenus tirés des exportations pétrolières. En tout, 28 nations productrices de pétrole et de gaz africains étaient parties prenantes du projet.

Kadhafi, pourtant, a commis une erreur stratégique de calcul qui a non seulement « enterré » le dinar-or, mais également lui a coûté la vie. Il a sous-estimé le fait qu'il était totalement exclu que ce projet se réalise, d'une part, pour l'Etat américain et, d'autre part, pour « l'état profond » de Wall Street et de la City

de Londres. Car, non seulement il mettait en danger existentiel la monnaie américaine, mais, en plus, privait les banques new-yorkaises et de la City du broissage habituel de trillions de dollars provenant des exportations de matières premières du continent africain. Le Royaume-Uni était donc en parfaite symbiose avec les USA dans sa volonté de destruction du pouvoir-auteur de la menace.

Dès la prise de décision par des « alliés » sur la neutralisation de la nouvelle menace - ils ne se soucient guère du drôle de timing pour être une coïncidence aux yeux des observateurs : plus de 40 ans d'inaction face à Kadhafi, arrivé au pouvoir en 1969, et, dès qu'il expose à l'Union Africaine le projet de cette révolution monétaire - une nouvelle guerre civile orchestrée par les USA se déclenche de suite.

En ayant déjà dans le passif l'invasion criminelle et la destruction de l'Irak basées sur de grossiers mensonges prémédités que l'état américain a proliféré à l'ONU en 2003 via Colin Powell sur les soi-disant armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein, les Etats-Unis ne pouvaient plus se permettre de réutiliser la même technique et ont été obligés de diversifier la mise en place de l'invasion, afin de ne pas se mettre, une fois de plus, en position de criminels de guerre.

Soit, au moment quand ce nouveau « printemps arabe » est arrivé au point d'être écrasé par le pouvoir de l'état libyen - les américains, en restant dans l'ombre, utilisent les pays satellites et vassaux - la France, le Royaume-Uni et le Liban - pour déterrer de l'oubli une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies contre la Libye datée de 1973 - vieille de plus de 35 ans - pour attaquer et détruire le pays.

La réalisation été faite en violant même leur propre résolution nouvellement adoptée : au lieu de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye prévue par la résolution, ce sont les bombardements directs des objectifs militaires au sol qui ont eu lieu. Ces bombardements ont été totalement illicites et en totale violation du droit international, car ceux qui ont voté pour l'adaptation de la résolution l'ont fait étant rassurés par les auteurs que l'objectif de l'action n'est que l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne protégeant les civils et nullement la défaite de Kadhafi, ni la destruction de son armée.

C'est-à-dire que les USA, sous la couverture de ses pays-satellites, ont directement menti à l'ONU, une fois de plus, afin d'avoir une moindre base légale pour déclencher les hostilités et de faire par la suite ce qui était prévu d'avance : anéantir la nouvelle menace au dollar américain.

Que ce sont les USA et personne d'autre qui sont les réels auteurs de

la destruction de la Libye en 2011 était un secret de polichinelle. Et, à partir de la publication par Wikileaks de la correspondance du 2 avril 2011 entre l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et son conseiller Sid Blumenthal sur le sujet, le « secret » est sorti de l'ombre : Clinton était l'élément-clé de la conspiration occidentale contre le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et, plus précisément, contre la nouvelle monnaie panafricaine - menace directe au dollar américain.

Blumenthal écrit à Clinton : « Selon les informations sensibles disponibles par cette source, le gouvernement de Kadhafi détient 143 tonnes d'or, et un montant similaire en argent... Cet or a été accumulé avant le courant de rébellion et était destiné à être utilisé pour établir une monnaie panafricaine basée sur le dinar-or libyen ».

Comme je l'ai mentionné auparavant, aucune guerre n'a jamais une seule raison pour être lancée. Dans le cas de la guerre contre Kadhafi cela a été de même : une des raisons-clés complémentaires était l'intérêt personnel de Hillary Rodham Clinton de jouer le rôle de « dame de fer » dans le milieu politique américain, en vue des futures élections présidentielles. Ceci était comme dire à son parti politique : « regardez : j'ai été capable d'écraser tout un pays. Ne doutez donc pas que je suis bien en capacité de mener le combat électoral ». En avril 2015 elle annonce sa candidature à la présidence et, en juillet 2016, elle est officiellement désignée comme candidate du Parti démocrate.

Dans la seconde grande guerre du dollar ce n'est pas que l'avenir de la Libye, mais l'avenir de tout le continent africain qui était mis sur l'hôtel du sacrifice pour le bien-être de l'économie américaine.

Tous ceux qui essaient de mettre en danger le système monétaire américain - doivent disparaître, s'ils ne sont pas de taille à résister. Néanmoins, si c'est un pays puissant qui est en cause et que l'on n'est pas en mesure de l'écraser directement, comme l'Irak et la Libye, ce sont des attaques indirectes multimodales d'envergure qui sont élaborées et lancées, restant toujours dans l'ombre, faisant passer l'agressé pour l'agresseur, dans le but d'affaiblir l'adversaire au point qu'il abandonne ses projets de « destitution » du dollar et soit obligé de se concentrer sur la résolution de problèmes nouvellement apparus.

Après la fin de la guerre en Ukraine - la troisième grande guerre du dollar américain, c'est inévitablement la quatrième grande guerre du dollar - la guerre de Chine - qui aura lieu et dont on ignore encore quelle forme précise elle prendra.

la suite au prochain numéro



LANOCA

Directeur de Publication et de rédaction : Arsène- Jonathan MOSSEAVO
Secrétaire de rédaction : Steven LANZARAS
Rédacteur : Diane Marème, Katrine Vardyski, Clem Patrick Gambe, Hussein Mahamat Terence Gavenne
Hénoch Hector DOTIGUI
Point de Vente : Kiosque GEPPIC/ Centre-ville
Distribution : Louis Maurice SER-VICE
Infographie et PAO : Rachid Medhi Ahmed
Imprimerie : Dauphin Royal
JOURNAL LANOCA

(Suite de la page 5) l'effet bé-néfique de la dévaluation du dollar vis-à-vis des exportations américaines - ils ont parfaitement tort sur l'effet final inévitablement dévastateur sur l'économie américaine, car ils ne prennent pas en compte l'élément majeur :

les USA sont un pays qui se trouve depuis des décennies sur la voie de la désindustrialisation et l'effet positif sur les exportations ne sera que relativement négligeable face au déficit commercial gigantesque. Le déficit qui a déjà atteint en 2021 le niveau record de l'histoire des Etats-Unis et qu'avec une dévaluation du dollar, et donc l'augmentation du coût des importations à tous les niveaux, aura un effet destructeur.

Ainsi, régler le compte des deux fautifs de la situation - de la Russie et de la Chine - est donc l'élément clé dans la stratégie de survie des Etats-Unis d'Amérique.

Les pétrodollars

Avec l'effondrement, en 1971, des accords de Bretton Woods qui ont perduré depuis 1944, la dépendance mondiale vis-à-vis du dollar américain a commencé à diminuer très dangereusement pour l'économie des Etats-Unis et il leur fallait trouver un autre moyen pour augmenter la demande de la monnaie nationale.

Et c'est en 1979 que le « pétrodollar » est né dans le cadre de l'accord américano-saoudien de la coopération économique : « pétrole contre dollars ». Dans le cadre de cet accord l'Arabie Saoudite a pris des obligations de vendre son pétrole au reste du monde uniquement en dollar américain, ainsi que réinvestir ses réserves excédentaires en dollars dans des bons du Trésor américain et des entreprises américaines.

En contrepartie, les Etats-Unis ont pris des obligations militaires de garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite.

Par la suite, cet accord « pétrole contre dollars » a été étendu à d'autres pays de l'OPEP et ceci est, d'ailleurs, sans aucune contrepartie de la part des américains, et a mené vers une émission exponentielle du billet vert. Progressivement, le dollar américain est devenu la monnaie d'échange de référence pour d'autres matières premières et, de ce fait, la monnaie de réserve mondiale - ce qui a procuré aux Etats-Unis une suprématie sans égale et des privilèges exorbitants.

Aujourd'hui, on observe une rupture stratégique entre les USA et l'Arabie Saoudite qui est due à plusieurs facteurs majeurs. On peut citer une très importante réduction des importations de pétrole brut par les USA, dont l'Arabie était le plus grand fournisseur ; le retrait du soutien américain à l'Arabie Saoudite dans la guerre du Yémen et l'intention du président américain Joe Biden de sauver l'accord nucléaire avec les mollahs chiites d'Iran - ennemi juré des saoudites sunnites.

Le Royaume a très mal vécu cette

triple « trahison » des américains. Le grand désaccord entre les deux pays est arrivé au point culminant avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, quand le pouvoir saoudite a été mis devant un choix existentiel : continuer à évoluer dans le sciage des USA ou rejoindre le camp de leurs adversaires majeurs qui sont la Chine et la Russie. C'est la seconde solution qui a été retenue.

Face à l'Amérique qui a négligé les intérêts stratégiques des saoudites, la Chine, tout au contraire, n'a fait que croître sa coopération avec l'Arabie Saoudite. Et cette relation bilatérale ne se limite pas qu'au secteur des énergies fossiles, mais s'élargit grandement dans le domaine des infrastructures, de commerce et d'investissement. Non seulement les importants investissements chinois en Arabie sont en croissance constante et la Chine rachète aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de pétrole du Royaume, mais, en contrepartie, le Fonds Souverain du Royaume envisage de commencer à réaliser d'importants investissements dans des entreprises chinoises de secteurs stratégiques.

Parallèlement, un accord de coopération militaire entre le Royaume saoudien et la Fédération de Russie a été signé au mois d'août 2021.

De même qu'entre la Russie et la Chine, l'Arabie Saoudite a pris le chemin de la dédollarisation des échanges et des investissements dans ses relations avec les Chinois.

Les actions conjointes et synchronisées de la Russie, de la Chine et des pays de l'OPEP sur le chemin de la dédollarisation progressive ont pris de l'ampleur avec le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a fait sauter les masques et auront, à terme, un effet d'avalanche quasi inévitable vis-à-vis de la domination monétaire américaine, car les banques centrales de nombreux pays sont incitées à repenser la logique de l'accumulation de réserves, ainsi que du bien-fondé d'investissement dans des obligations du Trésor américain.

Déclaration de guerre

La guerre sur le territoire de l'Ukraine contre la Russie et la future guerre imminente qui se prépare dans l'Asie Pacifique contre la Chine ne sont rien d'autre qu'une partie de la réaction des USA qui considèrent l'action de la Russie et de la Chine contre la domination mondiale de la monnaie américaine comme une véritable déclaration de guerre.

Et les Etats-Unis ont parfaitement raison de prendre cette déclaration plus qu'au sérieux, car la revente massive des bons de trésor américain jumelée avec la destitution progressive du système des pétrodollars par les puissances telles que la Russie et la Chine n'est rien d'autre que le début de la fin de l'économie américaine, telle qu'on la connaît depuis la fin de la seconde guerre mondiale - début de la fin des Etats-Unis, tels qu'on les connaît

aujourd'hui.

Les pays qui ont osé par le passé mettre en danger la domination mondiale par le système monétaire américain ont payé leur audace avec un prix on ne peut plus radical.

Sauf que la Fédération de Russie, de même que la République Populaire de Chine, sont des puissances militaires qui ne peuvent, en aucun cas, être attaquées directement - ce qui vaut le suicide. Seules les guerres par procuration et les guerres hybrides peuvent être menées contre la puissance russe et la puissance chinoise.

Aujourd'hui nous sommes dans la « phase russe », demain nous serons dans la « phase chinoise ».

Il est important de souligner que la guerre en Ukraine n'est nullement la première, mais la troisième grande guerre du dollar américain, sans compter deux guerres « froides » de la monnaie américaine.

Quelles sont ces guerres, hormis celle qu'on connaît aujourd'hui ?

Ce sont la guerre d'Irak et la guerre de Libye. Et les deux guerres « froides » du dollar sont les guerres contre l'Iran et contre le Venezuela.

La première grande guerre du dollar

En parlant de la première guerre du dollar qui est la guerre d'Irak, il faut mettre de côté la fameuse fiole d'anthrax imaginaire que le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a brandi à l'ONU, le 5 février 2003, afin de détruire le pays et de massacrer le peuple irakien, et de rappeler les faits. Les faits qui sont très éloignés de la fantaisie américaine.

Au mois d'octobre de l'an 2000, le président irakien Saddam Hussein a fait une déclaration qu'il ne souhaite plus vendre son pétrole contre les dollars américains, mais uniquement contre les euros.

Une telle déclaration valait la signature de son arrêt de mort.

Selon une étude poussée de *American Civil Liberties Union* et du *Fond américain de l'Indépendance du journalisme*, qu'entre 2001 et 2003 le gouvernement américain a fait 935 déclarations mensongères concernant l'Irak, dont 260 directement par George W. Bush. Et parmi les 260 déclarations du mensonge prémédité du président américain, 232 ont été sur la présence en Irak d'armes de destruction massive inexistantes.

La fiole de Colin Powell, après 254 déclarations mensongères de ce dernier du même propos, n'a été que le point culminant d'une longue et laborieuse préparation de l'opinion publique nationale et internationale en vue d'un imminente déclenchement de l'extermination de la menace irakienne portée à la monnaie américaine.

Et, lorsqu'en février 2003, Saddam Hussein met sa « menace » à exécution en vendant plus de 3 milliards de barils de pétrole brut pour le montant de 26 milliards d'euros - un mois plus tard, les États-Unis procèdent

(Suite à la page 7)

World vision lance un projet de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la Ouaka et le Mbomou

Il s'agit du projet de renforcement des moyens de subsistance et des actifs communautaires dans la Ouaka et le Mbomou qui a été lancé le 6 septembre 2023 à Bangui.



Le projet dont le but est d'encourager l'autonomisation économique des populations de cette partie du pays, est financé par l'USAID et vise à renforcer les moyens de subsistance et les actifs communautaires des populations touchées par le conflit.

L'ONG internationale World Vision chargée de sa mise en œuvre s'engage à améliorer l'agriculture, l'élevage et favoriser l'inclusion financière. L'agriculture et l'élevage sont des piliers essentiels du dé-

veloppement économique des ménages et de la sécurité alimentaire.

En outre, des activités génératrices de revenus seront fournies pour faciliter la reprise économique parmi les ménages ciblés.

Avec une enveloppe de 7 millions de dollars (fournie par l'USAID), le projet de renforcement des moyens de subsistance et des actifs communautaires dans la Ouaka et le Mbomou constitue une réponse aux défis auxquels sont confrontées les populations de ces deux préfectures touchées par le conflit en République Centrafricaine.

Pour les objectifs, il est question d'améliorer la production agricole et animale dans les préfectures de la Ouaka et du Mbomou, améliorer les revenus des ménages à travers la mise en œuvre de mesures de travail

contre rémunération (Cash for Work) pour certains ménages et à la restauration des actifs communautaires, au développement de nouveaux moyens de subsistance pour les jeunes et à l'inclusion financière. Des routes et ponts seront réhabilités.

La mise en œuvre de ce grand projet devrait aussi améliorer les techniques de transformation et de commercialisation des produits agricoles, des semences seront distribuées et l'élevage par la distribution des petits bétails ainsi que l'organisation d'une campagne de vaccination des grands et petits bétails. Des agriculteurs et éleveurs seront formés. Le projet bénéficiera à 7200 ménages et devrait se dérouler de septembre 2023 à juin 2025.

Arsène Jonathan MOSEAVO

L'ONU alloue 125 millions de dollars d'un Fonds d'urgence aux crises humanitaires mal financées

Alors que les besoins humanitaires mondiaux montent en flèche et que le déficit de financement se creuse, les crises humanitaires mal financées recevront 125 millions de dollars du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) de l'ONU

Les 125 millions de dollars débloqués le 5 septembre 2023 par le Coordinateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, permettront de soutenir les opérations humanitaires sous-financées dans 14 pays d'Afrique, d'Asie, des Amériques et du Moyen-Orient. L'Afghanistan et le Yémen figurent en tête de liste des bénéficiaires avec 20 millions de dollars chacun.

L'allocation mettra l'accent sur les efforts visant à mieux inclure les personnes affectées dans la prise de décision humanitaire.

Le montant annuel le plus élevé jamais alloué

« Il est cruel de constater que dans de nombreuses opérations humanitaires, les agences d'aide se débrouillent avec très peu de moyens financiers au moment même où les besoins des populations les obligent à intensifier leur action », a déclaré dans un communiqué, le chef du service humanitaire des Nations Unies.

Cette injection porte à plus de 270 millions de dollars l'aide totale apportée par le Fonds d'urgence par l'intermédiaire de son guichet

« urgences sous-financées » cette année, fait valoir M. Griffiths, soulignant qu'il s'agit du montant annuel le plus élevé jamais alloué, au plus grand nombre de pays, ce qui reflète la montée en flèche des besoins humanitaires et le fait que le financement régulier des donateurs ne suit pas.

« Grâce à la générosité d'un large éventail de donateurs, nous pouvons compter sur le CERF pour combler certaines lacunes. Des vies sont ainsi sauvées. Mais nous avons besoin que les donateurs individuels fassent de même - il s'agit d'un fonds par tous et pour tous », a ajouté M. Griffiths.

Le Mali et le Burkina Faso parmi les crises négligées

En 2023, les besoins mondiaux de financement ont dépassé les 55 milliards de dollars pour soutenir 250 millions de personnes touchées par les conflits, l'impact de la crise climatique, les catastrophes naturelles, les épidémies, les déplacements et d'autres crises. Face à ces besoins record, moins de 30 % des fonds nécessaires ont été reçus.

La dotation du Fonds central d'inter-

vention pour les urgences humanitaires (CERF) annoncée ce mardi permettra d'intensifier l'aide humanitaire dans certaines des crises les plus longues et les plus négligées du monde : Afghanistan et Yémen (20 millions de dollars chacun), Burkina Faso (9 millions de dollars), Mali (8 millions de dollars), Myanmar (9 millions de dollars) et Haïti (8 millions de dollars).

Les fonds alloués permettront également de soutenir les opérations en faveur des réfugiés au Bangladesh (8 millions de dollars) et en Ouganda (6 millions de dollars).

En outre, des fonds seront alloués au Venezuela (8 millions de dollars), à la République centrafricaine (6,5 millions de dollars soit plus de 3 milliards de francs CFA), au Mozambique (6,5 millions de dollars), au Cameroun (6 millions de dollars), aux Territoires palestiniens occupés (6 millions de dollars) et au Malawi (4 millions de dollars).

Source : ONU Info/ 5 septembre 2023

La Dédicace du livre : « la représentation du Second Temple d'après les correspondances officielles dans le livre d'Esdras », écrit par Dr. Symphorien Bouassi

La cérémonie de dédicace du livre a eu lieu le 9 septembre 2023, dans la salle polyvalente de Faculté de Théologie Evangélique de Bangui (FATEB) à Bangui en présence du président de l'Alliance des Evangéliques en Centrafrique (AEC), Pasteur Clotaire Rodonne Siribi.



étudiant le livre d'Esdras, également un regard général sur la langue utilisée dans les temples juifs et sur l'écriture du Proche-Orient ancien. Ce livre a été publié en mai 2023 et est publié par la maison d'édition Langham. Il y a 4 chapitres et 248 pages. Il est vendu à 18 000 au secrétariat de la FATEB.

Dans cette étude, l'auteur a analysé six lettres rapportées dans les chapitres 1 à 6 d'Esdras, dont cinq étaient attribuées aux autorités perses. Son thème central est le temple, qui revêt une riche signification dans l'histoire biblique. L'auteur s'appuie sur une analyse rhétorique de la Bible pour identifier et présenter la structure de ces lettres, la fonction du Second Temple et les motivations des différents acteurs de la période perse derrière sa reconstruction. Cette étude porte

Dr. Symphorien Bouassi a effectué ses études supérieures à la Faculté des Lettres moderne de l'Université de Bangui. Il est titulaire d'un doctorat en sciences bibliques, option Ancien Testament, obtenu à la Faculté de théologie évangélique de Bangui (FATEB). Le livre est parainé par le doyen de la FATEB, le révérend Nupanga Weanzana et le président de l'Assemblée nationale, Simplicie Mathieu Sarandji.

Aubin NDATA

L'association Drepanocare exhorte les décideurs à mettre en place un programme national de lutte contre la drépanocytose en RCA

L'association Drepanocare est une association qui a pour mission de sensibiliser la population centrafricaine sur la drépanocytose afin de mieux recenser les cas et aboutir à un plan national de lutte contre cette maladie.

Lors de la célébration de la journée mondiale de lutte contre cette maladie (19 juin 2023), en présence de la Première Dame de Centrafrique, Brigitte Touadéra, marraine du centre de recherche et de traitement de la Drépanocytose, des autorités publiques notamment le Ministre de la santé et de population, Dr Pierre Somsé, des partenaires et bailleurs (Institut Pasteur de Bangui et Fondation Pierre Fabre), l'association Drepanocare au nom des associations de lutte contre la drépanocytose de Centrafrique a fait un plaidoyer pour exhorter les décideurs à mettre en place un programme national de lutte contre cette maladie.

Tous par l'unanimité ont approuvé cette idée qui est une première. Pour répondre favorablement à cette demande le Ministre de la Santé Docteur Pierre SOMSE a demandé à ce que deux comités soient mis en place : -Le comité d'organisation et Fonctionnement du Conseil de Gestion du Centre de Recherche et de Traitement de la Drépanocytose ; -Le Comité de Rédaction du Programme National de Lutte contre la Drépanocytose. Pour le Ministère de la santé et de Population, les associations de lutte ont atteint un niveau élevé de maturité sur ce, elles

doivent être considérées comme des partenaires de mise en œuvre et non comme des Bénéficiaires. La première Dame et Marraïne du Centre, Brigitte Touadéra, a réitéré son engagement à soutenir les actions en faveur des personnes drépanocytaires. L'Institut Pasteur de Bangui, revient sur ces faits pour faire comprendre aux grands publics, ainsi que les patients que des efforts sont en train d'être fait pour améliorer leurs conditions de vie.

Source : Institut Pasteur de Bangui

Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

Le premier des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain.

Cette domination repose sur plusieurs éléments, dont les principaux sont l'extraterritorialité du droit américain, les bons du Trésor américain et le Pétrodollar.

Il est totalement impossible ni de connaître, ni de comprendre les véritables raisons non seulement de la guerre en Ukraine, mais de la quasi-intégralité des guerres orchestrées ou menées directement pas les Etats-Unis d'Amérique, sans une vision précise des éléments mentionnés. Voyons-les donc en détail.

Le dollar et l'extraterritorialité du droit américain comme une arme de guerre économique

Le concept de l'extraterritorialité du droit américain est l'application du droit américain en-dehors des frontières des USA, ce qui permet à des juges américains d'engager des poursuites judiciaires pour des faits qui ont eu lieu dans n'importe quel point dans le monde.

L'élément principal qui est utilisé comme prétexte aux engagements des poursuites est le fait de l'utilisation du dollar américain dans des transactions.

Ainsi, les mécanismes juridiques de l'extraterritorialité du droit américain procurent aux entreprises américaines un avantage concurrentiel majeur et totalement illégal, selon le droit international des affaires, mais bien légal selon le droit américain.

Car, l'extraterritorialité du droit oblige les entreprises étrangères utilisant dans leurs transactions le dollar américain à se conformer aux standards américains, à se soumettre à la surveillance et au contrôle de l'état américain - ce qui rend possible l'espionnage « légalisé » de leur savoir-faire et de mener des actions d'entrave au développement des concurrents des entreprises américaines.

Dans les procédures de poursuite par le Département de Justice américain, les entreprises étrangères sont

soumises à l'obligation de la régularisation de leur situation par l'acceptation d'une surveillance durant plusieurs années d'affilée, dans le cadre d'un « programme de conformité ».

En outre, en mettant artificiellement les entreprises étrangères, qui intéressent les groupes américains, en danger de paiement de très grosses amendes - on les mets en position de ne pas être hostile au rachat par les américains, afin de les éviter.

Afin d'asseoir sa domination mondiale, un nombre incalculable de poursuites est lancé sans aucun véritable fondement, dont le réel but est l'accès à l'information des concurrents et l'ingérence économique.

Les bons du Trésor américain et les Pétrodollars

Dans la comptabilité il existe un terme comme les créances douteuses.

Les bons du Trésor américain sont des titres obligataires qui s'achètent et se remboursent en dollars américains et qui sont, factuellement, les créances douteuses.

Pourquoi ?

Aujourd'hui, la dette de l'état américain a dépassé les 31.000 milliards USD et continue à s'accroître au quotidien à la hauteur de plusieurs milliards par jour. Ce chiffre dépasse largement celui du PIB annuel des USA et fait de la quasi-globalité des bons émis par le Trésor américain les titres à la solvabilité et valeur plus que douteuses, car remboursables par la monnaie nationale, dont pour la majorité émise il n'y a rien derrière. Rien de tangible. Sa solvabilité n'est garantie que par l'émission monétaire et la confiance

accordée au dollar américain qui se base non pas sur sa valeur réelle, mais sur la domination militaire du monde par les USA.

Et la Russie avec l'Ukraine dans tout cela ?

Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Fédération de Russie a commencé le processus progressif de séparation des bons du Trésor américain. Depuis le 2014, le début du conflit instauré par les USA en Ukraine par le coup d'état, la Russie s'est débar-

assée de la quasi-intégralité de la dette américaine. Si en 2010 la Russie faisait partie des dix plus gros détenteurs de bons du Trésor américain, avec plus de 176 milliards USD, en 2015 elle en a détenu qu'à la hauteur d'environ 90 milliards, soit sa masse totale pratiquement divisée par deux en 5 ans. Aujourd'hui, la Russie ne détient que 2 milliards de cette dette, ce qui est une quantité dérisoire.

En tandem avec la Russie, la Chine de même, se débarrasse progressivement de ce dangereux débiteur. Si en 2015 elle a détenu des bons outre-Atlantique pour plus de 1270 milliards USD, aujourd'hui, c'est à la hauteur inférieure de 970 milliards, soit une baisse de ¼ en 7 ans. Aujourd'hui, la quantité de dette américaine détenue par la Chine est au plus bas depuis 12 ans.

Parallèlement au débarras des bons du Trésor américain, la Fédération de Russie a déclenché le processus progressif de la libération du monde du système des pétrodollars.

Une spirale vicieuse est déclenchée : l'ébranlement du système des pétrodollars porterait un coup significatif au marché des bons du Trésor américain. En effet, la baisse de la demande du dollar sur la scène internationale enclenchera automatiquement une dévaluation de la monnaie et, de fait, la baisse de la demande de bons du Trésor qui mènera, mécaniquement, à une augmentation de leur taux d'intérêt, en rendant tout simplement impossible le financement de la dette publique américaine au niveau que l'on connaît aujourd'hui.

Les détracteurs du postulat que la chute du dollar contre bon nombre de devises causera de très importants dommages à l'économie américaine stipulent qu'un dollar plus faible mènera vers une augmentation significative des exportations américaines, fera profiter les fabricants américains et, de fait, diminuera le déficit commercial des Etats-Unis.

S'ils ont tout-à-fait raison sur (Suite à la page 6)

L'Institut International Shoghi ouvre un complexe scolaire à Combattant

Le complexe scolaire privé Shoghi, ouvrira ses portes à la prochaine rentrée des classes, le 18 septembre 2023. La campagne de sensibilisation pour le lancement officiel des activités de l'annexe de Combattant, dans le 8e arrondissement de Bangui (en face de la Paroisse Saint-Tite et Timothée), a eu lieu le 9 septembre dernier.

Le fondateur de l'Institut International

al Shoghi, Didace Sabone, exhorte les parents d'élèves à inscrire leurs enfants au complexe scolaire Shoghi de Combattant.

Rachid Mehdi Ahmed

